L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général de la Nouvelle-Orléans, de la 1re première et de la 2e Chambre Municipale.

Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS :
MARDI MATIN, 4 OCTOBRE 1836.

POUR PRESIDENT
M. VAN BUREN.

POUR VICE-PRESIDENT :
RD. M. JOHNSON.

"Je préfère que nos seulement vous, mais la population entière des Etats-Unis comme bien à présent que, si le désir de ceux qui veulent m'élever à la suprême magistrature était satisfait, je devrais, dans l'exercice des fonctions de Président, me montrer toujours l'infatigable et constant adversaire de toutes les mesures du Congrès qui tendraient à abolir l'esclavage dans le district de Columbia, contrairement aux vœux des Etats dans lesquels l'esclavage existe, et je prendrais la résolution que rien ne pourra ébranler de m'opposer à la moindre interférence à ce sujet.—*Martin Van Buren.*

ELECTEURS DU PRESIDENT ET DU VICE-PRESIDENT DES E.-U.

1ER. DISTRICT.....J.B. PLAUCHÉ.
2ME. DISTRICT.....T. W. SCOTT.
3ME. DISTRICT.....TY. LANDRY.
4ME. DISTRICT.....A. MOUTON
5ME. DISTRICT.....P.E. BOSSIER.

Nous soumes autorisés à annoncer par un grand nombre de voians que **M. FRANCOIS** CORRE-JOLLES est candidat pour représenter au conseil le 4me. District de la première Municipalité, en remplacement de Mr. A. Prop démissionnaire.

Le courrier de New-York est tellement irrégulier que ce n'est que par la voie des journaux du Sud, plus favorisés que nous, que nous parvenons à avoir connaissance des arrivages dans ce port.

Le *Georgia* de Savannah nous apprend l'arrivée à New-York du navire Hannibal venant de Liverpool, et apportant des nouvelles d'Europe, de quelques heures plus récentes que celles que nous avons reçues par le Southerner.

Le sommaire que nous trouvons dans cette feuille n'est relatif qu'aux affaires d'Espagne. Madrid y est représenté comme étant toujours en état de siège. D'un autre côté Barragosse est en insurrection et paraît être soutenue fortement par les Barcelonaises et les peuples de l'Est. La France n'en était venue encore à aucune mesure positive au sujet des affaires politiques de la Péninsule.

FLORIDE.

Le paquebot à vapeur Dolphin qui fait les trajets réguliers de Charleston à St. Augustin, a apporté dans cette première ville des nouvelles plus récentes de la Floride. Une grande partie des troupes américaines succombait sous la maladie régnante. De grands préparatifs se faisaient, néanmoins, pour recommencer aussi promptement que possible les hostilités contre les Indiens. Ceux-ci, de leur côté, connaissant leurs boucheries accoutumées.

Dans la maison d'un nommé M. Cornick, située à environ 18 milles de Jacksonville, on a trouvé (de logement était désert) les cadavres calcinés de plusieurs individus que les Sémitoles avaient condamnés au supplice du feu. On y a découvert également une grande quantité de cheveux de femme.

A 11 milles plus loin, dans la maison de M. Sparkman, le plus affreux spectacle était offert aux braves volontaires qui poursuivaient les Indiens. Là, à côté du cadavre de **M. Johns**, se trouvait en malheureuse veuve dont le bras et le sein avaient été traversés par la même balle de carabine : on avait en outre enlevé la plus grande partie de la chevelure à cette malheureuse. Cependant, elle vivait encore lorsque les Américains arrivèrent sur les lieux : mais on avait peu d'espoir de sauver ses jours.

CHOLERA A CHARLESTON.

La commission du bureau de santé a rapporté que 27 nouveaux cas de cholera avaient eu lieu du 22 au 23 septembre ; savoir : 5 sur les blancs et 22 sur la population de couleur. Résultat, 9 décès ; le reste des malades en traitement. Sur le nombre des cas de la ville il n'y avait eu qu'un décès.

Commerce de l'Est du Mississipi.

Nous croyons avoir déjà fait observer à nos lecteurs, dans quelques unes de nos remarques commerciales, que le nombre de bâtimens expédiés de New-York, pour Natchez, Vicksbourg, Port-Gibson, et autres villes riveraines de l'Est du Mississipi, était déjà si considérable, qu'il occasionnerait sans doute un préjudice matériel à notre commerce avec ces différentes places. Nos observations se bornaient simplement à mentionner le fait, sans y ajouter le moindre commentaire ; car, à l'époque, nous n'avions aucune donnée positive pour pouvoir démontrer l'évidence de la chose. En réfléchissant néanmoins sur la nature de cette circonstance, et après avoir pris conseil de quelques personnes, d'une réputation mercantile bien établie, nous nous sommes convaincu que le dommage qui en résulterait à la Nouvelle-Orléans serait encore plus grand que nous ne l'avions d'abord imaginé ; et voici sur quoi nous basons nos remarques à ce sujet.

Depuis environ un mois et demi le nombre des navires qui ont monté le fleuve, pour arriver aux différens ports du Mississipi, est de douze. Supposons que le terme moyen de leurs cargaisons respectives soit de 450 tonneaux : cela produit un total de 4500 tonneaux de marchandises enlevées à notre marché.

Maintenant en calculant d'une manière approximative ce que notre ville pouvait gagner dans le cas ou le chiffre de ces marchandises eût été directement expédié par la Nouvelle-Orléans, nous trouvons, (en incluant dans notre calcul frais de roulage, droits de port, commissions prélevées par les négocians sur les ventes faites pareux, emmagasinage, fret de bateaux à vapeur &c. &c.) que chaque cargaison a produit pour notre marché une différence en moins d'environ 5000 piastres. Total pour les douze cargaisons — 60,000 piastres.

D'après les bases ci-dessus posées, et en raisonnant par analogie, le nombre des navires qui iront dans les hauts sera annuellement de 96 La perte totale pour la Nouvelle-Orléans sera donc, dans le même laps, de tems de quatre cent quatre vingt mille piastres.

Ces importations directes pour l'Etat du Mississipi diminueront de beaucoup le chiffre des marchands de l'intérieur, qui venaient faire leurs approvisionnement sur notre marché ; ces nombre peut s'élever annuellement à environ deux mille. Terme moyen du coût de passage sur les bateaux à vapeur, aller et venir, trente piastres. Total soixante mille piastres.

Il y a à ajouter encore le chapitre des dépenses faites par ces marchands, à la Nouvelle-Orléans : nous les fixons au minimum à trois piastres par jour pour chaque individu. En supposant que le nombre des personnes soit de 300 par jour, l'un dans l'autre, le total de leurs dépenses annuelles sera donc de cent neuf mille cinq cents piastres.

Résumé de la perte annuelle.

Commissions, emmagasinage, fret de roulage &c.	$480,000
Frais de passage à bord des steam-boats.	60,000
Dépenses courantes des marchands de l'intérieur.	109,500
Total de la perte, six cent quatre-vingt mille cinq cents piastres	$649,500

Cette perte qui a l'air d'être peu de chose, est bien importante cependant, en ce qui regarde notre commerce direct des villes du Mississipi avec New-York, nombre de maisons de consignation se verront obligées d'abandonner leur genre d'affaires accoutumé, ne trouvant plus de ventes ni de consignations à faire pour l'intérieur.

Mais nous n'avons pas borné nos calculs à fixer d'une manière approximative la perte que la Nouvelle Orléans éprouverait en conséquence de l'état actuel des choses ; nous avons en outre cherché à approfondir les raisons qui avaient pu engager les Mississipiens à rompre tout-à-coup leurs relations commerciales avec la métropole. L'idée la plus naturelle et la plus juste qui pouvait nous frapper était d'abord que la perte que nous supportions procurait un gain égal à nos voisins. Mais en réfléchissant plus attentivement à la question, nous avons soupçonné qu'il existait quelque ruse mercantile ; et en prenant des informations auprès des négocians les plus respectables de notre ville, et de quelques personnes que nous croyons être au cours de nos relations commerciales avec l'Etat du Mississipi, nous avons découvert que les marchands d'intérieur, de ce pays, dirent des sommes d'argent considérables à notre marché ; et que, en payant ou ne voulant pas solder leurs comptes, de ce que adressés à New-York pour en obtenir des importations directes, les bâtimens arrivent avec plusieurs de marchandises de toute espèce à la fois, destinés à Nouvelle-Orléans, pour parvenir à leur destination respective et lorsque les créanciers se font des démarches pour obtenir une saisie, il se trouve que ces marchandises ne sont à être consignées à la maison de commerce de John Peter & Co., sous la raison sous les noms de Jack & Co.—M. Jack était l'associé inconnu de la première raison, il en devient plus tard le seul nominal apparent.

Ces réflexions dont nous garantissons la justesse suffiront, il faut l'espérer pour frapper les exportateurs de N. Y. vis-à-vis qu'ils ne le sont à faire leurs envois, s'ils ne veulent pas courir les risques de perdre une grande partie de leurs capitaux.

Ligne de Paquebots de la Nouvelle-Orléans au Havre et à Liverpool.

Le Bulletin Commercial, d'hier, dans un article qui est tout-à-la, cherche à démontrer la nécessité dans laquelle se trouverait Nouvelle-Orléans de se donner immédiatement deux lignes de paquebots réguliers, l'une pour le Havre et l'autre pour Liverpool. Cet article, en général, émanant basé ou sur les nombreux développemens que nous avons déjà eu l'occasion de donner, est, en conséquence, trop dans notre manière de voir, pour qu'il y ait lieu à une censure de notre part. Cependant quoique nous en approuvions le fonds, nous ne saurions laisser passer sous silence une singulière anomalie dans laquelle l'éditeur paraît être tombé—anomalie que nous attribuons aux scrupules ou au dégoût marqué que semblent manifester la plupart de nos confrères de la Nouvelle-Orléans, à publier dans leurs journaux une opinion éditoriale de l'*Abeille*.

Le Bulletin tout en louant le projet de l'établissement de ces lignes de paquebots, prend pour texte de son sujet un autre article du *Rambler*, qui n'en est que la censure amère, mais auquel néanmoins et avec toute la bonne foi possible, il accorde les éloges les plus flatteurs. Or, comme ce second article est sujet à critique, nous adressons nos remarques à l'éditeur du Bulletin, qui voudra bien avoir la complaisance de les faire parvenir à qui de droit. Lui-même pourra peut-être en tirer quelque profit, puisqu'il s'est pareillement déclaré un des champions futurs du projet que, depuis long-tems, nous ne cessons de recommander à l'attention de nos concitoyens.

Le *Rambler*, auquel nous nous plaisons à reconnaître quelque mérite pour tout ce qui est sarcasme, pointe épigramme, jeux de mots, enfin ce qui ne sort pas du cercle de la plaisanterie, a voulu monter sa lyre sur un ton trop élevé ; il a complettement échoué : parce que, quelque versé qu'il puisse être dans la littérature ou dans les sujets de bagatelle, il est encore trop nouveau dans le pays, du moins, nous le supposons, pour avoir compris exactement quels sont les besoins de notre commerce et tout ce que nous avons à faire pour développer et perfectionner les différentes branches de l'industrie louisianaise.

Le journal auquel nous faisons allusion, a, dans une saillie de bonne humeur, avancé que si notre projet réussissait, et si la Nouvelle-Orléans parvenait à avoir deux lignes de paquebots ainsi que nous l'entendons, c'est-à-dire l'une pour le Havre et l'autre pour Liverpool, la chose une fois obtenue, il ne resterait plus rien à faire à la compagnie sinon de mettre les navires à l'ancre, et les adjuger, suivant les expressions d'usage, aux plus offrans et derniers enchérisseurs. Mais sur quoi peut se fonder le *Rambler*, pour en venir à cette conclusion ?—Les paquebots, dit-il, n'étant calculés que pour les passagers, il conviendrait mieux d'attendre le résultat des expériences de New-York et d'établir, si elles réussissent, nos communications avec l'Europe au moyen de la vapeur. Le transport des passagers est une branche de commerce tout-à-fait nouvelle pour nous, ajoute l'éditeur, il vaut donc mieux l'entreprendre avec une ligne de paquebots à vapeur.

Nous admettrions assez volontiers l'amélioration proposée par le *Rambler*, car nous sommes partisan de tout ce qui est améliora ion. Cependant il se trouve entre l'éditeur de ce journal et nous un point de dissidence qui nous oblige à ajourner indéfiniment l'envie que nous pourrions avoir d'adopter sa manière de penser et le projet qui en est la conséquence. Lui, ne voit dans l'établissement des lignes de paquebots qu'une mesure d'agrément ou d'utilité pour les passagers : nous, au contraire, nous n'y trouvons qu'une chose éminemment importante à notre commerce. Nous ne voulons des paquebots que pour recevoir directement et régulièrement nos marchandises d'Europe ; et le transport ou la commodité des passagers n'a jamais été pour nous qu'un objet secondaire.

Il est sans doute beau de voir New-York entreprendre d'ouvrir une communication directe avec Liverpool au moyen de la vapeur. Mais il y a plutôt gloire et ostentation de sa part que destr de faire une spéculation profitable. Quand à peine ses navires paquebots, qui sont tous fins voiliers et construits de manière à recevoir un grand nombre de passagers et un fret considérable, peuvent déclarer des dividendes, quels pourrait être ses profits, sur les bâtimens à vapeur, lorsqu'il est si notoire que l'usage des combustibles pour une traversée aussi longue que celle d'Europe, entraînerait à des dépenses tellement fortes qu'il serait impossible d'offrir aux actionnaires autre chose qu'une perte considérable ?

On doit bien s'imaginer aussi que les paquebots à vapeur ne pourront pas recevoir grand fret à leurs bords ; et les raisons en sont faciles à saisir : le placement du combustible absorbera si ce n'est la totalité, du moins la plus grande partie de la cale. Les risques d'incendie rendront les négocians très scrupuleux et craintifs à confier leurs cargaisons à de semblables navires. Ou, s'ils le font, les primes d'assurance, conséquence de ces risques, seraient tellement exorbitantes qu'elles leur enlèveraient une partie du bénéfice qu'ils pourraient faire sur leurs importations. Disons-nous aussi qu'il n'y aura que bien peu de passagers qui donneront la préférence à ce mode de voyager ? Trop de dangers accompagnent la navigation des bateaux à vapeur pour qu'il soit permis de croire qu'un homme qui tient à la vie, coeura confier ses jours sur une frêle planche où il faudra constamment lutter contre une mort par le feu et une autre par l'eau.

Attendre donc le résultat des tentatives de N. York pour adopter peut-être les mêmes moyens que cette ville aurait mis en usage serait aussi ridicule qu'inconvenant de notre part. Nous le répétons. Ce sont des marchandises qu'il nous faut : et nous devons agir avec promptitude pour agrandir, autant que possible, le cercle de nos opérations commerciales. Nous ne pouvons y réussir qu'en établissant des lignes de navires-paquebots sur les premiers comptoirs de l'Europe.

Nous avons calculé que deux paquebots pour chacun des ports de Liverpool et du Havre suffiraient grandement aux besoins de notre commerce, car, en fixant le terme moyen de leur traversée à 40 ou 45 jours, ils pourraient partir tous les dix jours et auraient assez de temps à rester dans l'un ou l'autre port pour recevoir un chargement complet. Le cout total des deux lignes serait de un million quatre cent quarante mille piastres ; et à supposer que le capital de la Banque, dont nous avons donné l'idée, fut de cinq millions, il resterait une somme de plus de trois millions et demi pour faire face aux opérations d'escompte et d'assurance de l'institution.

Nous engageons instamment nos concitoyens à donner toute leur attention au projet que nous leur avons communiqué. Il y va de la prospérité future de la Nouvelle-Orléans qui n'est que trop menacée par cette espèce de vassalage dans laquelle elle semble se trouver à l'égard de New-York. Et tout qu'une mesure comme celle que nous recommandons, sujette toutefois aux modifications que l'expérience et les lumières de nos négocians et de nos financiers suggéreront peut-être ne peut manquer à donner au commerce de notre ville tout l'essor qu'il est susceptible de prendre.

M. C. B., rédacteur de l'Abeille.

Monsieur—J'ai souvent été contre vous de opinion politique, sans être votre ennemi, mais j'ai toujours su vous rendre justice quand vous y aviez droit. C'est donc avec plaisir que je vous dirai que votre article, inséré dans l'Abeille de 3 condamnant l'agiotage qui semble régner dans la transaction pendante devant le Conseil et le première municipalité au sujet de l'acquisition de la terre de Mr. Fleytas, à son seulement méritait l'approbation de vos nombreux abonnés, mais encore de tous ceux qui payent des taxes et qui ne veulent pas voir le fruit de leurs contributions passer dans la main *des agiteurs*.

Continuez, M. C. B. ; soyez ce que vous devez être—indépendant ; et votre récompense vous la trouverez dans le suffrage de vos concitoyens.

Un de vos abonnés.

Nous croyons devoir faire observer à notre abonné et au public dont il semble être l'organe, que le bruit courait hier soir, et paraissait être assez accrédité, que le contrat de vente avait été signé par le maire, aux conditions prescrites par la dernière ordonnance du Conseil.

FEUILLETON.

EDWIN FORREST.

Ce célèbre tragédien a eu son bénéfice d'adieux à New-York, le 13 septembre. La tragédie représentée était l'*Othello* de Shakespeare, dans laquelle le bénéficiaire jouait le rôle principal. Les billets d'entrée se sont payés jusqu'à 25 piastres. Le triomphe de Forrest a été des plus brillans. Décidément cet artiste paraît être la première gloire théâtrale des Etats-Unis.

(Extrait du Pennsylvania Sentinel du 19 sept.)

AVIS AUX NAVIGATEURS.

Bureau du district de Portsmouth }
19 sept 1836. }

Avis est par le présent donné que le feu du phare de White Island (Isle of Shoals) sera discontinué immédiatement après la nuit du mercredi 14 du courant, jusqu'à ce qu'un nouveau phare ait été construit. Le public sera ultérieurement notifié lorsque le travail sera achevé.

DANIEL P. BROWN
Surintendant des phares de New-Hampshire.

CIRCULAIRE.

Aux Collecteurs, Officiers Navals et Surveyeurs.

Département de la Trésorerie.

Bureau du 1er. Contrôleur, }
12 *Septembre*, 1836. }

Monsieur,

A la direction de l'autorisé en mettant en exécution cette partie de l'acte du 4 juillet dernier, qui a trait aux réductions des droits sur les vins, il est nécessaire de communiquer les instructions suivantes :

1er. Il est à noter que la section indique que "le droit sur toute espèce de vins importés aux Etats-Unis sera réduit de soixante pour cent plus de *la moitié du montant exigé actuellement*, ne puisse être à l'avenir exigible."

En conséquence, ce n'est que la moitié des *taux spécifiques* de droits sur les vins, respectivement, qui doit couvrir du gouvernement dans de pareilles cas, toute la moitié *du montant du droit à présent* exigible sous les lois préexistantes.

Vous avez donc à vous assurer du montant des droits payés préalablement, et comme moitié formera le droits à percevoir d'après cette note du mois de juillet dernier. Par exemple, dans le cas en question, la règle suivante sera à suivre :

Si supposer que la valeur en douane, de 950 gallons de vin de Sherry soit $1000, les droits spécifiques de 25 cents par gallon s'élèveraient à $245 00

Les droits *ad valorem* de 20 pour cent, sur $1000 seraient de 200 00

Surplus des droits *spécifiques* sur l'*ad valorem* 45 00

Un cinquième du surplus est de 9, laquelle somme déduite de celle de 245, établi à $236 le montant des droits qui seraient été exigibles d'après les lois précédentes dont moitié forme le montant de la réduction dans ce cas. Cette réduction, comme on s'appercevra, s'élève à $118 00

En conséquence, en exigeant 12½ cents par gallon, (la moitié de l'ancien taux) les droits s'élèveraient à 122 50

Différence contre l'importeur, 4 50

Il a été décidé que, d'après le sens de la troisième section : "toute espèce de vins, soit qu'ils aient été importés avant ou après l'adoption de cet acte, peuvent être mis dans les entrepôts des douanes, &c." toutes les vins qui ne sont pas déposés dans ces entrepôts au moment de l'importation et qui, en conséquence, perdent leurs droits de drawback, peuvent néanmoins être déposés sous certaines conditions pour le bénéfice de l'acte.

Entre cette partie de l'acte et la proviso "le bénéfice de cette acte ne sera pas étendu sur aucuns vins n'ayant pas droit au débenture", il paraît y avoir divergence d'opinion ; et pour reconcilier cela la proviso a été considérée comme étant applicable seulement aux cas où il y aurait plus de trois années d'écoulées du jour des importations respectives, ou dans les cas où les droits ne s'élèveraient pas à $50 au moins, ou dans ceux où le droit du drawback aurait été perdu dans des cas de transports de cabotage avec l'observance des formes et règles prescrits par la loi pour retenir ce privilège.

Une question a été posée si, dans le cas où la réduction des droits sur les vins importés depuis le 30 juillet, ou qui seraient importés à l'avenir, ne s'élèverait pas au moins à $50, l'ancien taux de droits serait exigé.

Cette question a été répondue dans la négative, le prélèvement d'un droit plus élevé sur un article d'importation que sur d'autres étant inconsistant avec cette clause de la constitution des Etats-Unis, qui déclare que "tous les droits et impôts seront uniformes dans tous les Etats-Unis."

Mais pour accorder le droit de drawback à de telles importations, sur leurs exportations, les droits *réduits* doivent s'élever à au moins $50, qui sont les droits *payés ou assurés d'être payés* dans l'interprétation de la 75e. Section de la loi sur les collecteurs, du 2 mars 1799. Cette décision, témoignons, ne doit pas être considérée comme étendant aux importations de vins au-dessous de 30 juillet dernier, la réduction des droits qui laisserait un montant moindre de $50. Telles importations, si elles ont autrement un droit, doivent être exportées avec le bénéfice du drawback, bien que la balance des droits, restante, serait moindre de $50.

Je suis, &c.
(Signé) GEO. WOLF, contrôleur.

Tribunal Correctionnel de Jonzac.

(Charente-Inférieure.)

Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.

Prévention d'Exercice illégal de la Médecine et d'Escroquerie à l'aide de Bortilèges.

Le prévenu, Pierre Lombard, est un enfant d'Auvergne, chaudronnier d'origine, qui, après avoir quitté les monts pittoresques de la patrie pour les classiques et prosaïques plaines de la Saintonge et de l'Augoumois, s'est lancé dans la vie des bateleurs, bohémiens et nécromanciens, pour lesquels :

Vie errante
Est chose enivrante.

Dès l'an dernier, Bombard avait un effet jeté le cuiv *ure aux fournaux*, pour suivre une vieille sybille en cornette, sourde et édentée, faisant métier de tireuse de cartes, diseuse de bonne aventure et de plus, femme forts et incombustible. Bombard avait mis dans la société l'art positif du bâtoniste, ensemble sa concubine la quêteuse, et sa jeune et jolie fille de 6 ans, fruit d'un adultère. Cette nouvelle Elmérâda était destinée aux tours de souplesse, à passer et repasser dans le cerceau avec plus ou moins de grâce, à envoyer force baisers à la nombreuse société et aux carrefours, non pas sans qu'au préalable elle eût été passée par la baguette de l'inexorable magicienne.

Cette race immonde
D'un ancien monde,
Sorciers, bateleurs et filous,

avaient donc à rendre compte de leur conduite à ce tribunal correctionnel, en 1834. Bombard, alors débutant dans la carrière, fut relaxé d'une plainte en escroquerie qui avait été portée contre lui. La demoiselle Adélaïde-Cécile Grandit, veuve Besse, enfant de troupe, née à Bruxelles, pour lors voyageuse, mais domiciliée à Brest, fut condamnée à cinq jours de prison, pour avoir *deviné* et *prononcé*qui des trésors introuvés, des retours de jeunesse et de beauté qui ne sont jamais revenues.

Aujourd'hui, Bombard seul reparaît sur la sellette, laissant en prison derrière lui, pour quelques jours seulement, sa concubine et la vieille Grandit, qui comme lui, doivent répondre à une prévention d'escroquerie.

A l'ouverture des débats, le sieur Jay, adjoint de la commune de Moulons, forte tête administrative s'il en fut jamais, dit que depuis quatre mois il était retenu gisant dans son lit que Bombard, dans une seule visite, l'a radicalement et miraculeusement guéri.

L'épouse de l'administrateur raconte que l'art légal de tous les docteurs du pays ayant échoué, elle s'adressa à Bombard, qu'elle fit venir chez elle. "Bombard, en entrant, ajoute le témoin, alla lui lit de mon mari, il lui regarda dans la main, et dit : "Je connais la maladie, il y a un sort qui lui a été donné à la foire de Mantendre par le sieur Marron vous voisin, avec lequel il a déjeuné. Je vais le guérir." Il me fit allumer un grand feu dans la cheminée, et demanda un jeune coq. On apporta une poulette. "Non, dit Bombard, il faut un coq." Après avoir couru tout le bourg, on fini remit un coq. Alors il plaça un couteau dans la main de mari, saisit le coq par les pates et le posa, ordonna à Jay de se lever et de venir regarder la volaille par trois coups. Surprise ! à chaque conjuration de l'esprit malin ! Les plumes du coq se hérissent et mon mari se lève aussitôt, lui qui n'avait pas bougé depuis quatre mois. Il avance, perce la victime de trois coups de couteau, retourne à son lit pendant que Bombard fait consumer sa diabolique offrande. Une fois cette cérémonie finie, Bombard me fit jeter les cendres au vent. "Ce n'est pas tout, dit il alors, il y a dans le lit de votre mari des cocardes qui aggravent ses maux.—Des cocardes ! Qu'est ce que c'est que des cocardes ?" Nous trouvons le matelas, et nous trouvons deux grandes pelées de ce que Bombard appelait des cocardes. Elles étaient en laine rouge, attachées avec du fil gris et blanc. Il y en avait autant dans l'oreiller, mais elles étaient en plumes. Les premières n'étaient autre chose que quelques flocons de laine qui, s'étant unis par le poids du malade, fabriquaient des petits corps sphériques ; il en était de même pour les plumes que la pression de la tête avait accumulées. Comme le coq, ces cocardes malignes furent brûlées et les cendres jetées au vent."

La femme Jay a déclaré qu'elle avait donné 15 fr. à Bombard, sans qu'il les demandât. En certes, ce n'est pas trop pour ce pauvre cher homme qui a donné à son mari un bouillon d'oseille et une potion qui l'ont entièrement rétabli

Jay a donc été guéri au physique. Mais au moral il est plus mal que jamais ; car il croit à la puissance de Bombard. Il y croit si bien, qu'il ne veut plus voir son vieil ami, son voisin, l'honnête Maron, qui est venu causer avec un grand désespoir dans l'âme que la famille de Jay et lui-même avaient cessé toute relation, qu'on le fuyait. C'est aussi avec une profonde pitié qu'on a entendu ce vieillard, victime d'une superstition d'un autre âge, exprimer le vœu d'une mort prochaine, la trouver trop lente à le frapper pour son malheur et celui de sa race.

Bombard, interrogé, a tout avoué ; et ce qu'il y a de plus affligeant pour notre civilisation, c'est qu'il n'a fait que les absurdités qu'il pratique. "Il reconnait, dit-il, ceux qui ont un *sort*, à la vue d'une veine qui se tient ce au poignet, et si elle est transversale, on est ensorcelé."

Me. Blanc, défenseur de Bombard, a reconnu qu'il y avait exercice illégal de la médecine, mais il a contesté en droit qu'il y eut escroquerie. Dans les grimaces de l'exorcisme qu'a fait son client, il ne trouve pas les caractères du délit prévu par l'article 405 du Code pénal.

M. Dreux, procureur du Roi, a soutenu la thèse contraire, et a appelé toute la sévérité du tribunal sur Bombard, qui avait troublé l'existence de l'honnête Maron, aidé des haines d'autant plus implacables, qu'elles étaient aveugles, du fanatisme propagé par la prêtresse. Pour justifier encore la rigueur de ses conclusions, il a terminé par la lecture de la recette suivante, jusqu'ici trouvée dans le portefeuille de Bombard.

(Remède infaillible contre la Teigne.)

"Prenez une livre de suif de cheminée bien ramassé, Une livre de tabac hachée menu, deux poignées de sang blanc, deux poignées d'aloe en roche. Faites bouillir le tout jusqu'à la consommation du tier, passé le dans un linge et mouillez-en la teigne avec une éponge. Ce secret est de mille-unes éprouvées."

"Ce secret, a dit la ministère public, on s'adressant à l'auditoire, ce secret, c'est un poison ! c'est la mort ! oui la mort ! Voilà les remèdes que vous propose votre médecin Bombard !"

Le Tribunal a condamné le prévenu à trois mois de prison comme coupable d'escroquerie.

Une odeur de poisson fortement prononcée infestait depuis long-temps l'atmosphère de la salle d'audience du tribunal de police correctionnelle ; les témoins en prononçaient facilement la cause, et leurs paroles ne sont justement réalisées puisque M. le président, en voit sur le banc des prévenus.

M. le président, à la plus jeune. De quoi vous plaignez-vous ?

La plaignante : Mon Dieu Seigneur, rien que d'une rien du tout, anguille.

M. le président.—Mais quels sont les faits que vous imputez à la prévenue ?

La plaignante.—Je vous le répète ; ma raie et mon anguille qu'elle m'a subtilisées un soir à la chandelle, là ; en disant qu'elle prenait un petit brin de morue pour son petit oiseau.

Un témoin féminin, également de la partie, et juge compétent en cette grave affaire, vient confirmer la déposition de la plaignante. Elle déclare avoir vu, en mettant sa main devant ses yeux comme pour ne rien voir, elle déclare avoir vu la vieille prendre la raie de la jeune et la fourrer sans façon dans sa manne. "Elle m'a prié de ne pas la perdre, a-t-elle ajouté, et je lui dis : S'il n'y a que moi qui vous perde, vous serez longtemps saine et sauve, allez."

La vieille—Là maintenant, mon président, j'en-t-y la parole, oui ou non y'ai-t'ai, pas vrai, c'te chère parole ; alors je parle comme St. Paul, la bouche ouverte. Fardi, Dieu de Dieu, qu'une vieille barbe comme la mienne, se trouve dans de mauvais draps pour une misère encore de la part d'une *conscrite*, qui n'a que quelques mois de service sur le carreau de la Halle, tandis que moi je compte par 46 ans ; car voyez vous, j'ai commencé à 9 ans, et v'la que j'en ai 55 : 46 et 9, ça fait le compte sans la accours de Barême ; et après ça, m-r qu'à toujours rendu les plus éminens services à cette petite, et à ses grands parens encore....

M. le président.—Arrêtez un fait.

La prévenue—J'ai la parole, pas vrai, j'en use j'ai droit de parler, je parle.

M. le président—Avez vous ou non pris la raie et l'anguille ?

La prévenue—Jamais, jamais ; j'en lève la main qui me reste, car vous voyez que l'autre est absente (la prévenue est manchotte en effet) j'en jure ma part de Paradis que je n'ai rien subtilisé : voilà ce que c'est nos deux mannes sont voisines ; l'anguille qui frétille toujours aura pu se tromper de logement et venir chez moi, c'te bête ; mais femaisse n'anguille pas trop, grosse comme le doigt ; ça vaut-il seulement la peine de crier ?

M. le président—Et la raie ?

La prévenue—En bien ! tout de même ; ce sera toujours une erreur de compte. J'avais six raies ; je les dis quand elle est venue se plaindre : "J'ai six raies ; si j'en ai sept, y en a une de trop." Mais, prendre c'te raie pour une botte de *moron*, quelle bêtise ! Incapable à mensonge ; d'ailleurs je n'ai pas de sorts à nourrir. Après ça....

M. l'avocat du Roi met fin à la défense que la prévenue menace de vouloir beaucoup trop prolonger, en soutenant la prévention et en signalant la présence comme coutumière du fait. Le Tribunal la condamne à trois mois de prison. "Ah ban ! excusez, dis-elle, c'est pas cher : mais je vous fais savoir que j'en rappelle d'abord et tout de suite."

(Gazette des Tribunaux.)

ERRATA.—Dans notre numéro d'hier, article Intitulé: "Monumens Historiques" 5me. alinéa, 1ère. ligne, au lieu de "Anolmac," lisez : "Annhuac."

DERNIERES DATES.

New York.....	17 sept	Washington...	19 sept
Philadelphie,	19 sept	Baltimore, ...	17 sept
Charleston,	24 sept	Boston, ...	14 sept
Paris, ...	6 août	Havre, ...	9 août
Liverpool, ...	11 août	Londres	16 août
Bordeaux	30 juin	Havane, ...	13 sept
México, ...	30 août	Vera Cruz	1er sept

COMMERCIAL.

NOUVELLE-ORLEANS, 1er OCTOBRE.
COTON.

61 balles Louisiane	.....	18 1-2
79 do do	.....	17 1-2
20 do Mississipi,	.....	18 3-4
48 do Alabama, (vielle récolte)	.....	18 1-2
100		

PHILADELPHIE, 17 sept.
VENTES D'ACTIONS.

32 actions de la Banque des E. U.			9[illegible]
100 " "	"	(35 jours)	121
100 " "	"	"	121[illegible]
99 " "	"	"	121[illegible]
100 " "	"	"	121[illegible]
100 " "	"	"	121[illegible]

BALTIMORE, 17 Sept

Café—Il s'est vendu à l'encan mercredi passé 1505 sacs de la nouvelle récolte de Rio de 11[illegible]432 c. la livre, et le même jour 300 sacs, nouvelle récolte furent également vendus à l'encan de 11[illegible] à 11[illegible] c. Un parti de 1600 sacs St. Domingue a été exporté cette semaine pour l'Europe. Des ventes limitées de La Guayra ont eu lieu à 12[illegible] cents.

Farine Howard street—Les transactions faites en magasin sont très faibles, et peuvent être citées de 6[illegible] 50 à 9 75. Les importations ont été très faibles, et le prix des waggons a augmenté de 9 à 9 25 dans les deux derniers jours. Dans les Farines de city mills, peu de ventes se sont faites, et les prix ont été de 9 25.

Sucre—Il s'est vendu 100 boucauds à l'encan.—Les Porto Rico ont obtenu 6[illegible] 93 à 10 55. Il s'est fait en ventes privées, quelques transactions dans les Brésils, blancs, de 9[illegible] 50 à 10 75, conformément à la quantité achetée.

Whiskey—Au commencement de la semaine des ventes en barriques ont été faites à 30 c ; mais les prix ont, depuis, avancés de 1c. Ventes par bateau en magasin, de 44 à 45 (principalement à 45). Les prix en waggons, par barril, est de 33[illegible] à 39 c. inclus le barril. Les inspections de la semaine comprennent 4 barriques et 305 barils.

CHARLESTON, 24 sept. 1836.

Coton—Les importations des Uplands de la nouvelle récolt e ayant été très faibles jusqu'ici, aucune transaction importante n'a pu se faire. Les ventes de la semaine se montent à environ 130 balles, cotisés de 19 à 20 cents ; parmi ce coton il se trouve 9 balles de qualité inférieure à 18 cents, et 13 balles à 14 cents. Les existences des nouveaux cotons en main et maintenant à vendre, n'excédent pas probablement 150 balles. Nous n'avons rien à rapporter dans les cotons à longues soies.

Riz—Il y a eu une très faible demande pendant la semaine, 850 bbls comprenant à peu-près toutes les transactions, et à des prix variant de 6[illegible] 1[illegible] à 7 75, un petit lot a été vendu à 8 50.

Farine—Il n'y a pas eu d'importations, et les prix en magasin sont toujours les mêmes que ceux de notre dernier rapport La farine de Howard street, de la nouvelle récolte a été vendue de 9 10 à 11.

Sucre—Quelques boucauts ont été vendus à petite quantité.

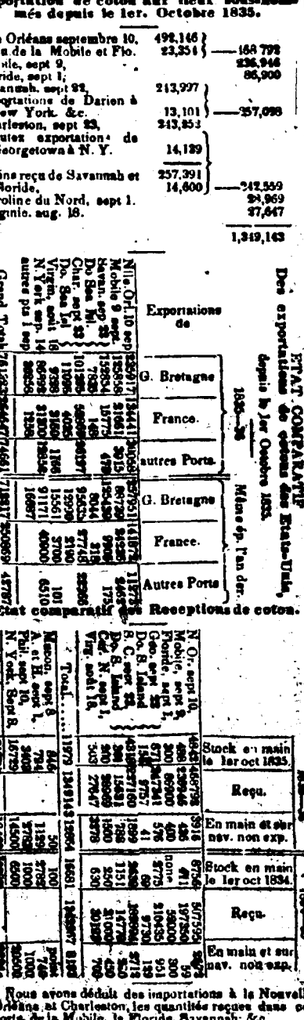
Café—Une vente de 500 sacs Rio a eu lieu à 12 1[illegible] cents.

Mélasses—Cet article est languissant, 32 à 40 cents sont obtenus pour de la bonne douce ; 50 barils de sucre de la Nelle.-Orléans reçus pendant la semaine, ne sont pas encore vendus.

Jambons—Nous avons eu un arrivage qui nous a fourni 40,000 livres de jambons de l'Ouest, qui ont été immédiatement vendus. Un lot assorti de place cédée a produit 11 1/2 cents la livre. Le reste qui consistait en épaules et côtés, a été vendu de 9 à 12 cents la livre.

Importation de coton aux lieux sous-nommés depuis le 1er. Octobre 1835.

Nlle Orléans septembre 10.	492.146	
Reçu de la Mobile et Pto.	23,354	164 798
Mobile, sept 9,		236,946
Floride, sept 1,		86,900
Savannah, sept 22,	213,997	
Exportations de Darien à New York. &c.	13,101	227,098
Charleston, sept 23,	243,853	
Ajoutez exportations de Georgetown à N. Y.	14,139	
Moins reçu de Savannah et Floride	257,391	
Caroline du Nord, sept 1.	14,600	242,559
Virginie, aug. 18.		24,969
		27,647
		1,349,143



État comparatif des Receptions de coton.

Nous avons détaillé des importations à la Nouvelle Orléans et Charleston, les quantités reçues dans ces ports, de la Mobile, la Floride, Savannah, &c.

Nous avons ajouté aux importations de Charleston, les exportations de Georgetown à New York, et aux importations à Savann